

augmenter chaque année de 27 p. 100 les dépenses dans le domaine de la recherche industrielle, de 10 p. 100 les fonds affectés à la recherche par les services de l'État, et de 30 p. 100 les subventions accordées pour les recherches dans les universités. Cela veut dire que les dépenses pour la recherche et le développement passeraient de 1.9 milliard de dollars en 1977 à un chiffre situé entre quatre et cinq milliards de dollars en 1983. Nous sommes bien loin d'avoir atteint ces objectifs.

Au lieu d'augmenter, les fonds affectés à la recherche dans les universités diminuent. Le budget des laboratoires de recherche du gouvernement a été bloqué sinon réduit depuis un an ou deux et les dépenses pour la recherche industrielle n'augmentent même pas au tiers du rythme jugé nécessaire par le comité spécial. Statistique Canada a calculé qu'à cause des réductions fédérales s'élevant à plus de 129 millions de dollars au cours des 18 prochains mois dans le domaine des sciences et de la technologie, les dépenses pour la recherche industrielle n'augmenteront que de 8.4 p. 100 au lieu d'augmenter de 27 p. 100 comme elles devraient le faire.

Je pourrais poursuivre, monsieur l'Orateur, mais en tout cas la situation ne s'améliore pas autant que la population l'avait espéré et le parti au pouvoir n'a pas réussi à la redresser, comme il se vantait de le faire quand il était dans l'opposition. Je dirai même plus, elle s'aggrave.

Permettez-moi de dire quelques mots de la situation de nos universités. Nous savons tous qu'il est très difficile de convaincre les industries de dépenser plus en recherche et développement, d'autant plus que beaucoup de nos entreprises, et spécialement les plus grosses, sont contrôlées par des multinationales qui veulent avoir leurs travaux de recherche et développement près du siège social, c'est-à-dire aux États-Unis.

Le gouvernement décide pour une bonne part du volume des travaux de recherche et développement qui s'effectuent dans nos universités. Il est évident pour tous ceux qui examinent la situation, autant que pour la plupart de nos organismes de recherche et chercheurs des universités, que ces dernières années les gouvernements font très peu pour la recherche fondamentale universitaire. C'est presque comme si le gouvernement précédent avait voulu saborder purement et simplement la recherche universitaire.

● (2020)

Une récente étude de la Société royale du Canada révèle une baisse spectaculaire des subventions à la recherche fondamentale effectuée dans les universités canadiennes. En 1974, les subventions accordées par le Conseil national de recherches équivalaient à 60 p. 100 des subventions de 1969, et dans le cas du Conseil des recherches médicales, à 80 p. 100 des subventions de 1969. La situation ne s'est guère améliorée depuis 1974.

Dans son 18^e rapport, le Conseil des sciences du Canada précise entre autres le rôle des universités à l'égard de la recherche scientifique et déclare que la recherche est un élément de formation indispensable des universités tant pour les enseignants que pour les étudiants, et que les institutions d'enseignement canadiennes ne peuvent se passer de recherche. Il ajoute également qu'elle ne doit pas nécessairement se limiter à la recherche fondamentale, mais que, quoi qu'il en soit, cette quête d'une connaissance meilleure et plus approfondie du monde, qui fait partie intégrante de la recherche fondamentale, est extrêmement importante dans le contexte des études supérieures.

Pouvoir d'emprunt

Depuis le début des années 1950 jusque vers la fin des années 1960, les inscriptions aux universités canadiennes ont augmenté de façon progressive et régulière. A cette époque, les modes de financement des universités permettaient d'augmenter les crédits accordés aux diverses facultés pour effectuer les recherches scientifiques qu'elles jugeaient nécessaires. Ce fut d'une grande utilité pour le Canada. Depuis 1972 toutefois, le nombre d'étudiants qui s'inscrivent à l'université ne cesse de décroître et cette tendance se maintiendra probablement pendant encore un certain nombre d'années. Par voie de conséquence, les universités ont été de plus en plus privées de fonds. Une des premières choses supprimées a été le financement des activités de recherche et de développement scientifiques. Cela a nuí énormément à nos universités et à la recherche qu'elles peuvent effectuer. Le résultat est que la recherche a diminué de plus en plus.

Je le répète, monsieur l'Orateur, cet état de la recherche médicale crève les yeux dans toutes les universités du pays. Aucune amélioration n'est prévisible pour au moins dix ans, sinon plus. Il nous faut nous pencher derechef sur le financement de la recherche scientifique dans les universités canadiennes. Celles-ci ont besoin de plus d'argent pour poursuivre leurs travaux et nous aider à répondre aux besoins qui surgiront dans les années 80 et 90. Nous avons attendu patiemment, et les universités ont attendu patiemment pendant six mois. Pourtant, rien n'indique que le gouvernement actuel ait élaboré une nouvelle politique. Je n'ai eu connaissance d'aucune consultation entre le gouvernement et les universités sur la solution à apporter à ce problème. L'avenir est sombre pour nos universités.

Certains députés croiront peut-être que les faits que j'ai cités ne sont pas exacts. Les ministériels sont peut-être enclins à croire que j'emploie la tactique habituelle des partis d'opposition, qui consiste à condamner toute initiative du gouvernement, de quelque parti qu'il soit. Je crois pouvoir prouver la véracité de mes dires en résumant certaines des recommandations faites par un comité spécial mis sur pied par l'ancien ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Ce comité spécial en est venu à la conclusion que pour atteindre l'objectif de 1.5 p. 100 à consacrer à la recherche et au développement, il faudrait tripler les dépenses à ce chapitre pendant les cinq prochaines années. J'aimerais que le ministre actuel dise au plus tôt à la Chambre si nous nous rapprochons de cet objectif.

Le comité laissait entendre que les stimulants fiscaux fédéraux étaient insuffisants. Le rapport disait ceci:

Nous avons donc la conviction... étant donné l'importance du défi, que les stimulants actuels ne feront pas augmenter de manière sensible l'effort entrepris dans ce domaine ni ne provoqueront les profonds changements de mentalité nécessaires à cet égard.

Le comité précise également que les programmes actuels attachent trop d'importance à la promotion des dépenses affectées à la recherche et au développement continu et qu'elles sont donc susceptibles de pénaliser les sociétés dont les fonds qu'elles consacrent à la recherche et au développement varient considérablement d'une année à l'autre.

Quand le gouvernement était dans l'opposition il a dit et répété—comme il le fait encore actuellement—qu'il souhaitait améliorer la situation des petites entreprises. Pourtant, le comité spécial a déclaré au ministre de l'époque—et je suis sûr que la situation n'a pas changé depuis—que les stimulants